



mardi 25 avril 2017

A notre tour

Pas vraiment de surprise. Ceux qui ont profité du discrédit de la gauche et de la droite lors de ce premier tour des présidentielles sont ceux que les sondages avaient prévus. Lors de ce deuxième tour de cirque électoral, on aura donc droit... à un non choix : Le Pen ou Macron.

Côté Marine Le Pen, qui voudrait faire croire qu'elle serait proche du peuple, son parti bien bourgeois traîne autant de casseroles que les autres. Et rappelons nous que le FN voulait l'an dernier durcir encore la loi Travail. Son seul programme est d'attiser la haine contre les populations immigrées et d'origine immigrée, donc de diviser les travailleurs entre eux, et de nous promettre un avenir quadrillé de flics, de prisons et de barbelés.

Alors, pour rejeter ces idées là, bien des électeurs de gauche, bien des travailleurs se diront peut-être qu'il leur faut au second tour voter, la mort dans l'âme, pour l'ex-banquier Emmanuel Macron.

Mais il n'a pas besoin de nos voix : il a déjà celles de tous les grands partis de gauche et de droite. Et il a le soutien du grand patronat. A quoi bon lui apporter en plus, en votant pour lui, notre caution à la politique d'austérité qu'il entend mener ? Pour notre part nous ne le ferons pas.

Leurs connivences

Quant à faire croire qu'Emmanuel Macron serait un rempart contre Le Pen, de qui se moque-t-on ? C'est la politique au service de la grande bourgeoisie que nous ont fait subir les gouvernements sous Hollande, dont Macron a été conseiller, puis ministre, qui est la cause de la montée du FN et de ses idées nauséabondes

Et si ce rejeton des banques a été soutenu dès le premier tour par toute la clique gouvernementale, de Valls, à Le Drian, en passant par El Khomri et Le Foll, s'il a eu le soutien de l'ex-patronne du MEDEF Laurence Parisot, c'est qu'il se promet d'aggraver encore l'austérité et les inégalités, après nous avoir fait déjà passer sa loi dite « Macron » qui préfigurait cette loi « El Khomri », qui a soulevé notre colère du printemps dernier.

C'est pour la même raison que la droite, faute d'avoir pu placer son Fillon, se range derrière lui au second tour.

Dans les urnes, hors les urnes

Les scores électoraux des deux candidats de l'extrême-gauche, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, ont été minimales : 1,1 % et 0,7 % (plus de 600 000 voix quand même). Mais le score dans les urnes est loin de refléter l'écho réel qu'ont recueilli les idées des candidats révolutionnaires dans le camp des travailleurs. Il fallait entendre les encouragements dans les entreprises, sur les marchés, à la sortie des bus et métros, au lendemain du débat où Philippe Poutou a envoyé dans les cordes Fillon et Le Pen. Bien sûr, les mêmes qui disent que nous avons raison, ont souvent préféré « voter utile » comme on dit. Un vote toujours illusoire, car, même en cas de succès électoral, on ne change jamais « le système » en se contentant de porter à sa tête un beau parleur qui s'empressera d'y renier ses promesses. De Mitterrand à Hollande en France ou Tsipras en Grèce (sans même remonter plus loin dans le passé), c'est toujours la même histoire.

La réalité sociale est très loin du théâtre d'ombres électoral. On vient de le voir en Guyane : ce n'est pas un an de show électoral qui a permis à la population guyanaise d'arracher un ou deux milliards à l'État pour des budgets sociaux et éducatifs indispensables, mais une grève générale. Il en sera de même ici.

Macron nous prépare déjà ses nouvelles attaques : la suppression annoncée de 150 000 postes de fonctionnaires, la « libération du travail, » comme il dit, c'est-à-dire les heures supplémentaires, les « accords » de baisse des salaires, la suppression pour les patrons des contraintes (déjà maigres) du code du travail, etc.

A nous de préparer des aujourd'hui notre riposte, notre tour à nous, celui des luttes sociales.

Le camp des travailleurs pèse peu dans le jeu truqué des urnes, où on ne nous demande que de choisir entre deux maux. Mais la combativité et la solidarité ouvrières, seules, peuvent changer le rapport des forces.

Des lapins à Poissy

La semaine dernière, un forum emploi devait se tenir à Poissy, annoncé à l'usine par des affiches : « la RATP recrute ». Mais une fois sur place, ceux d'entre nous qui s'y étaient déplacé ont constaté que la RATP n'était pas représentée, seul l'habituel cabinet Altédia était présent. Non seulement PSA nous montre sans arrêt la sortie, mais en plus on s'est déplacé pour rien.

Un départ = une embauche

À force de vider l'usine, de pousser ceux qui sont en CDI vers la porte, il n'y a plus assez de personnel pour faire face aux commandes. Résultat : la direction doit faire venir ici et là des intérimaires. Elle leur impose la polyvalence et profite de leur expérience professionnelle. Il faut les embaucher en CDI.

Face à des patrons voyous

La semaine dernière, les salariés du sous-traitant automobile GM&S ont continué leurs actions pour protester contre la baisse volontaire des commandes de Renault et PSA, leurs principaux donneurs d'ordre, qui menace la survie de leur site dans la Creuse. Mercredi matin, ils ont commencé par une action sur les Champs Élysées devant les show-room des deux marques, puis ils sont venus bloquer les entrées camions de l'usine de Poissy jusqu'à jeudi matin. Le site industriel de la Creuse en est à son cinquième repeneur, alors que les grands constructeurs automobiles se félicitent de leur chiffre d'affaire. Une injustice que les GM&S n'acceptent pas, et ils ont besoin de toute notre solidarité.

État et patrons, copains comme cochons

Les flics ont gazés les GM&S sur les Champs Élysées et PSA a mobilisé ses cadres et des vigiles extérieurs pour faire les malabars et permettre le passage des camions. L'État et les patrons sont toujours main dans la main pour réprimer les travailleurs.

Insécurité pour tous les travailleurs

À l'usine de Renault Flins, le 10 avril, un chauffeur routier lituanien est décédé. Le plateau supérieur de son camion l'aurait écrasé lors d'un chargement de voitures pour une entreprise sous-traitante de Renault.

D'après le journal *Le Parisien*, le travailleur n'avait pas d'équipement de sécurité. Les grands constructeurs donneurs d'ordre comme Renault ou PSA mettent la pression sur leurs salariés ou ceux de

la sous-traitance et créent l'insécurité au travail. Conséquences : maladies, accidents, et la mort.

Renault Flins : les intérimaires se mobilisent

Suite à des rassemblements et pétitions, Renault et les agences d'intérim ont modifié une cinquantaine de contrats. Des intérimaires au coefficient 170 ont gagné et ont vu leur coefficient passer à 180, cela leur fait environ 100 € d'augmentation mensuelle. Cette première victoire est un encouragement pour augmenter les centaines d'autres intérimaires de Renault Flins et... d'autres constructeurs comme à PSA.

L'austérité nuit gravement à la santé

La sécurité sociale a décidé de ne plus rembourser un traitement contre le cancer, l'Avastin, qu'elle juge inefficace. Sauf que pour certains patients, ça ne semble pas le cas. Ainsi, dans le Gard, une femme de 40 ans atteinte d'un cancer du sein métastasé a été réduite à lancer un appel aux dons pour payer le traitement, que son oncologue jugeait, lui, efficace. En 10 jours, 40 000 euros ont été récoltés, preuve que la générosité existe du côté de la population.

Sur l'efficacité ou pas de tel médicament nous ne sommes pas experts. Mais dans une société où l'industrie pharmaceutique est entre les mains de trusts privés, les prix de médicaments explosent et les autorisations ou pas sont affaires de lobbying.

La santé, parfois, ne tient qu'à un fil. Pour la sécurité sociale, c'est un fil d'argent !

Un 1^{er} Mai contre Le Pen, Macron et leur politique

Le 1^{er} Mai, c'est la journée internationale de lutte des travailleurs. Alors que Marine Le Pen mène campagne pour servir le patronat en divisant les travailleurs et en cultivant les préjugés xénophobes, alors qu'Emmanuel Macron, prépare déjà les futures attaques contre les conditions de travail, les salaires, les retraites et les services publics, ce 1^{er} Mai est une première occasion de montrer que nous ne nous laisserons pas faire, quel que soit l' élu au second tour.

Ce sera l'occasion de faire dès aujourd'hui entendre nos revendications. Pour s'opposer au patronat et aux politiques d'austérité qu'on nous prépare, c'est dans les luttes, dans la rue et les entreprises, que nous pourrons construire notre force, celle des travailleurs.

Manifestation départ République, à 14h30